



**REVUE SCIENTIFIQUE
SOCIÉTÉS, ÉDUCATION, SANTÉ
ET PATHOLOGIES SOCIALES
(SESPS)**

e-ISSN : 3006-3779

**Numéro 01
JUIN 2024**

www.sesps.leppe.org

**Laboratoire d'Étude et de Prévention
en PsychoÉducation**

**SESPS
email : sesps@leppe.org**

REVUE SCIENTIFIQUE
SOCIÉTÉS, ÉDUCATION, SANTÉ ET PATHOLOGIES SOCIALES
ISSN : 3006-3779 (En ligne)

REVUE SCIENTIFIQUE
SOCIÉTÉS, ÉDUCATION, SANTÉ ET PATHOLOGIES SOCIALES (SESPS)
N° 01 JUIN 2024

INFORMATIONS SUR LA REVUE :

- ISSN : 3006-3779 (En ligne)
- Site Web : www.sesps.leppe.org
- Éditeur : LABORATOIRE D'ETUDES ET DE PREVENTION EN PSYCHOEDUCATION (LEPPE)
- Fréquence de publication : Semestrielle
- Type de ressource : Périodique
- Langue : français
- Pays : Côte d'Ivoire

ADRESSE :

LABORATOIRE D'ETUDES ET DE PREVENTION EN PSYCHOEDUCATION

ECOLE NORMALE SUPERIEURE—ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)

22 BP 603 Abidjan 22

infos@leppe.org / www.leppe.org

LIGNE EDITORIALE

Sociétés, Éducation, Santé et Pathologies Sociales est une revue scientifique organisée autour de quatre (04) principales thématiques (Sociétés, Éducation, Santé et Pathologies Sociales) en interaction et à plusieurs combinaisons : Société et Éducation ; Sociétés et Santé ; Société et Pathologies Sociales ; Éducation et Santé ; Éducation et Pathologies Sociales ; Sociétés, Éducation et Santé ; Sociétés, Éducation et Pathologies Sociales ; Éducation, Santé et Pathologies Sociales ; Santé et Pathologies Sociales.

Ces thématiques peuvent être ainsi organisées en principales variables ou facteurs d'étude : variables dépendantes, indépendantes et intermédiaires.

Ces thématiques peuvent aussi prendre plusieurs formes ou orientations : types de société (sociétés contemporaines, sociétés traditionnelles, etc.) types d'éducation (éducation familiale, éducation scolaire, éducation par les pairs, éducation à la santé, éducation communautaire, éducation sexuelle, éducation thérapeutique, etc.) ; types de santé (santé mentale, santé physique, santé communautaire, santé et environnement, santé reproductive, etc.) ; Types de pathologies sociales (dépression, sociopathie, violences, crimes, chômage, révoltes, sinistres, victimisations, harcèlement, paraphilies, troubles de l'identité sexuelle, alcoolisation, alcoolisme, trafic et consommation de drogues et stupéfiants, etc.) Ces pathologies sociales se produisent dans divers milieux de vie (familles, entreprises, institutions, quartiers, etc.) et dans des relations sociales ou interpersonnelles.

En guise de conclusion, la Revue Scientifique Sociétés, Éducation, Santé et Pathologies Sociales est indéniablement une revue pluridisciplinaire et interdisciplinaire dans des domaines divers : psychologie, sciences de l'éducation, sociologie, anthropologie, criminologie, psychanalyse, psychiatrie, médecine légale, communication, éducation spécialisée, géographie de la santé, médecine sociale et préventive, droit, droit de la sécurité et de la protection sociale, droit de l'enfance, droit du travail, etc. Elle est en définitive un cadre d'échanges et de publications scientifiques de théoriciens et professionnels en charge et intéressés par ces problématiques ci-dessus.

Prof. KOUDOU Opadou

COMITE SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

- KOUDOU Opadou, Professeur Titulaire de Psychologie, Ecole Normale Supérieure, Côte d'Ivoire
- GBONGUE Jean Baptiste, Professeur Titulaire des Sciences de l'Éducation, IPNETP, Côte d'Ivoire
- TOLLAH Hyppolite, PHD, Professeur Titulaire, Canada
- BEUGRE Dogo Constant, PHD, Professeur Titulaire, Profession of management and entrepreneurship, College of Business Delaware State University, Canada
- ANON N'guessan, Professeur Titulaire des Sciences de l'Éducation, IREEP / UFHB, Côte d'Ivoire
- NDOUBA Boroba François, Professeur Titulaire de Psychologie, UFHB, Côte d'Ivoire
- ISSA Moumoula, Professeur Titulaire de Psychologie, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso
- SAWADOGO François, Professeur Titulaire de Psychologie, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso
- DALI Lida Serge, Professeur Titulaire de Sociologie, UFHB, Côte d'Ivoire
- BAKAYOKO Ismaïla, Professeur Titulaire de Psychologie Criminelle, UFHB, Côte d'Ivoire
- DAGO Aka, Professeur Titulaire de Psychologie Clinique et Psychopathologie, UFHB, Côte d'Ivoire
- N'GORAN Koko Lucie, Professeur Titulaire de Sociologie Criminelle, UFHB, Côte d'Ivoire
- PABOUSSOUM Pari, Professeur Titulaire de Psychologie du travail et des organisations, Université de Lomé, Togo
- DJELLE Opely Patrice Aimé, Maître de Conférences en Psychologie de l'Éducation, École Normale Supérieure, Côte d'Ivoire
- SADIA Martin Armand, Maître de Conférences en Psychologie de l'Éducation, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire
- ESSIOMLE Yawa Ossi, Maître de Conférences en Psychologie de l'Éducation, École Normale Supérieure, Côte d'Ivoire
- SEKA Yapi Arsène Thierry, Maître de Conférences en Psychologie de l'Éducation et du langage, École Normale Supérieure, Côte d'Ivoire
- INANAN Kouewiwon Gaspard, Maître de Conférences en Sociologie de l'Éducation, École Normale Supérieure, Côte d'Ivoire

SECRETARIAT ET COMITE DE REDACTION

- Alphonse Yapi DIAHOU, Professeur Titulaire, Université de Paris VIII, France.
- Constant DOGO Beugré, PH.D, Department of Management. Delaware State, University-USA.
- Firmin D. KREKRE, Maître-Assistant, Ecole Normale Supérieure
- Lucie N'GORAN Koko, Professeur Titulaire de Sociologie Criminelle, UFR Criminologie, Côte d'Ivoire.
- Marc Le BLANC, Professeur Titulaire, Université de Montréal, Canada.
- Maurice CUSSON, Professeur Titulaire, Université de Montréal, Canada.
- Paulin Gnanagbé GOGOUA, Maître-Assistant, Université de Cocody, Côte d'Ivoire.
- Robert CARIO, Professeur Titulaire, Université de Pau et des pays de l'Andour, France.

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

1. Auteur 1, Auteur 2

Institution de rattachement

Adresse postale

Adresse électronique

2. Présentation

Le corps de texte est composé en Times New Roman 12, avec un interligne simple ne dépassant pas vingt (20) pages bibliographie y comprise. Un espace de six points est défini après chaque paragraphe, aucun avant. Le style correspondant à un style « normal ». Les paragraphes sont justifiés.

3. Format

La première page du texte propose : un titre ; éventuellement un sous-titre ; le nom du ou des auteurs, ainsi que la mention de leur appartenance institutionnelle, de leur adresse et d'une adresse électronique de contact pour chacun d'entre eux ; un résumé du texte en Times New Roman 11; 3 à 6 mots-clés.

Les marges sont définies de la manière suivante :

– Haut & bas : 1,7 cm

– Gauche & Droite : 1,7 cm

4. Figures et tableaux

Les figures, illustrations et tableaux doivent être incorporés au texte. Les figures et illustrations sont numérotées de 1 à n à l'intérieur de l'article, les tableaux également. Des légendes explicites les accompagnent, composées en Times corps 10 justifiées, sans alinéa, Figure x en romain gras suivi d'un point gras, texte en italique maigre.

5. Soumission des textes

Les textes doivent parvenir à la rédaction sous forme de fichier électronique (en format Word ou RTF) envoyé à sesps@leppe.org. Un accusé de réception électronique suivra la réception du document.

6. Références citées dans le texte

- Ne pas citer les renseignements bibliographiques en entier dans le texte ou en notes infrapaginales. Il suffit d'indiquer, entre parenthèses, le nom de l'auteur suivi de l'année de publication. S'il y a lieu, indiquer les pages auxquelles on se réfère en les faisant précéder d'un deux-points. Ex : (Boileau, 1991 : 312-313).
- Si le nom de l'auteur est déjà mentionné dans le texte, le faire suivre par l'année (et les pages s'il y a lieu) entre parenthèses. Ex : Boileau (1991).
- Lorsqu'un auteur a plus d'un ouvrage publié la même année, les distinguer par les lettres a, b, c, etc., ajoutées à l'année. Ex : (Boileau, 1991a).
- Si plusieurs auteurs sont mentionnés, les indiquer par ordre croissant d'année de publication et les séparer par un point-virgule. Ex : (Fagnan, 1991; Dupuis, 1995; Tardif, 1998).
- Si un ouvrage compte deux auteurs, mentionner les deux noms.
- Si un ouvrage compte plus de deux auteurs, ne mentionner que le premier nom suivi de " et al. " en italique. Ex : (Bourbonnais et al., 1997).
- Les références complètes devront apparaître dans la liste des références, à la fin du texte.

6.1. Liste des références (Bibliographie)

La liste des références doit être présentée à la fin du texte dans une section intitulée “ Références ”.

Lorsque plusieurs références se rapportent à un même auteur, les présenter en ordre croissant d'année de publication.

Lorsque qu'une référence comporte plusieurs auteurs, tous les noms doivent être mentionnés. Ne pas utiliser et al. dans la liste des références.

6.2. Normes à suivre pour la présentation des références (normes de l'APA)

Les noms des auteurs sont saisis en petites capitales.

Livre

Sanders, D.H., Murph, A.F., & Eng, R.J. (1984). Les statistiques, une approche nouvelle. Montréal : McGraw-Hill Éditeurs.

Article

Brillon, Y. (1986). L'opinion publique et les politiques criminelles. *Criminologie*, 19 (1), 227-238.

Chapitre d'un livre

Lasvergnas, I. (1987). La théorie et la compréhension du social. In B. Gauthier (ed.), *Recherche sociale* (111-173). Sillery : Presses de l'Université du Québec.

Sources électroniques

1) Périodique en ligne

Auteur, S. (Année). Titre de l'article. Titre du périodique, VV, NN. Consulté le jour, mois, année, URL. Ex. : Smith, C. A. & Ireland, T. O. (2005). Les conséquences développementales de la maltraitance des filles. *Criminologie*, 38, 1. Consulté le 23 février 2006, <http://www.erudit.org/revue/crimino/2005/v38/n1/011486ar.pdf>.

2) Document en ligne

Auteur, A. (Année). Titre du document. Consulté le jour, mois, année, URL. Ex. : APA Online (2001). *Electronic References*. Consulté le 23 février 2006, <http://www.apastyle.org/electgeneral.htm>.

NB: Les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs. La reproduction, même partielle, sous toute forme, est interdite sans autorisation.

SOMMAIRE

ORIGINE SOCIOCULTURELLE ET ENGAGEMENT DES FILLES EN MATHÉMATIQUES. CAS DES FILLES DES NIVEAUX TERMINAL ET TROISIÈME DES LYCÉES ET COLLEGES DE CÔTE D'IVOIRE PAR ANON ANTOU BENJAMIN.....	9
CHANGEMENT DE PARADIGME POUR L'AMÉLIORATION DURABLE DU RENDEMENT SCOLAIRE DES APPRENANTS BÉNINOIS : CAS DES ÉCOLES MATERNELLES ET PRIMAIRES PUBLIQUES DE COTONOU PAR EPIPHANIE HOUNYE.....	27
GESTION DU CLIMAT DE CLASSE ET PERFORMANCE SCOLAIRE CHEZ DES ÉLÈVES DE 3ÈME DES LYCÉES MUNICIPAL PIERRE GADIE ET MODERNE DE LA COMMUNE DE YOPOUGON À ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE). PAR KOFFI JUSTIN YVES.....	49
PRATIQUES DE L'ÉDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE ET ESTIME DE SOI DES ÉLÈVES DU LYCÉE MODERNE DE TOUMODI : ENJEUX, DIFFÉRENCES ET PERSPECTIVES PAR AGOSSOU KOUAKOU MATHIAS.....	72
LA POLITIQUE CRIMINELLE DES DROGUES EN CÔTE D'IVOIRE, DE LA DYNAMIQUE UNIDIMENSIONNELLE À LA PLURIDIMENSIONNELLE PAR JEAN-BAPTISTE SENI	96
DIPLÔMES OBTENUS ET INSTABILITÉ PROFESSIONNELLE DES INSTITUTEURS EN CÔTE D'IVOIRE PAR YAO AIME KOUAME – YAO EUGÈNE N'DRI	116
LA SEXUALITÉ DES FEMMES DÉTENUES À LA MAISON D'ARRÊT ET DE CORRECTION POUR FEMMES D'ABIDJAN PAR ZADY CASIMIR – DO REBECCA PAULE JACQUELINE.....	129
LOGIQUES SOCIALES DE LA PERSISTANCE DE L'EXCISION EN CONTEXTE DE MUTATION CULTURELLE EN MILIEU URBAIN PAR BAMBA MASSANDJEI.....	142
NIVEAU D'ÉTUDES ET ADDICTION À LA DÉPIGMENTATION CHEZ DES FEMMES À ABIDJAN/CÔTE D'IVOIRE PAR RACHELLE AKISSI N'GORAN – OSSEI KOUAKOU	161

SUMMARY

SOCIOCULTURAL ORIGIN AND GIRLS' ENGAGEMENT IN MATHEMATICS. CASES OF GIRLS IN THE TERMINAL AND THIRD LEVELS OF HIGH SCHOOLS AND COLLEGES IN COTE D'IVOIRE BY ANON ANTOU BENJAMIN.....	9
CHANGE OF PARADIGM FOR SUSTAINABLE IMPROVEMENT IN THE ACADEMIC PERFORMANCE OF BENINE LEARNERS: CASE OF PUBLIC NURSERY AND PRIMARY SCHOOLS IN COTONOU BY EIPHANIE HOUNYE.....	27
MANAGEMENT OF CLASS CLIMATE AND ACADEMIC PERFORMANCE AMONG 9TH-GRADE STUDENTS IN MUNICIPAL PIERRE GADIE AND MODERN HIGH SCHOOLS IN THE COMMUNE OF YOPOUGON IN ABIDJAN (CÔTE D'IVOIRE). BY KOFFI JUSTIN YVES.....	49
PHYSICAL AND SPORTS EDUCATION PRACTICES AND SELF-ESTEEM OF STUDENTS AT THE MODERN LYCEE OF TOUMODI: ISSUES, DIFFERENCES AND PERSPECTIVES BY AGOSSOU KOUAKOU MATHIAS.....	72
CRIMINAL DRUG POLICY IN IVORY COAST, FROM ONE-DIMENSIONAL TO MULTIDIMENSIONAL DYNAMICS BY JEAN-BAPTISTE SENI	96
DIPLOMA OBTAINED AND PROFESSIONAL INSTABILITY OF TEACHERS IN IVORY COAST BY YAO AIME KOUAME – YAO EUGENE N'DRI	116
THE SEXUALITY OF WOMEN DETAINED AT THE ABIDJAN ARREST AND CORRECTION HOUSE FOR WOMEN BY ZADY CASIMIR – DO REBECCA PAULE JACQUELINE.....	129
SOCIAL LOGICS OF THE PERSISTENCE OF EXCISION IN THE CONTEXT OF CULTURAL CHANGE IN URBAN ENVIRONMENTS BY BAMBA MASSANDJEI.....	142
LEVEL OF STUDY AND ADDICTION TO DEPIGMENTATION AMONG WOMEN IN ABIDJAN/IVORY COAST BY RACHELLE AKISSI N'GORAN – OSSEI KOUAKOU	161

LOGIQUES SOCIALES DE LA PERSISTANCE DE L'EXCISION EN CONTEXTE DE MUTATION CULTURELLE EN MILIEU URBAIN

SOCIAL LOGICS OF THE PERSISTENCE OF EXCISION IN THE CONTEXT OF CULTURAL CHANGE IN URBAN AREAS

BAMBA MASSANDJEI

Enseignant-chercheure, Université de San-Pedro, Membre du Laboratoire
d'Etudes et de Prévention en Psychoéducation (LEPPE-Abidjan)

bamba_mass@yahoo.fr, massandjei.bamba@usp.edu.ci

RESUME

Les politiques de promotion du genre et de valorisation de la femme constituent des points centraux associés à toutes les initiatives actuelles des gouvernants. Ainsi, la pratique de l'excision ou Mutilations Génitales Féminines (MGF) qui consiste en l'ablation rituelle du clitoris (clitoridectomie) ou du prépuce (circoncision) polarise le débat public du fait de sa persistance malgré la synergie d'actions. L'objectif de la présente étude est de comprendre les logiques sociales de la persistance de l'excision en contexte de mutation culturelle à Abidjan. L'usage d'un guide d'entretien semi-structuré en passation en mode individuel auprès de personnes ressources sélectionnées selon un choix raisonné dans la commune de Treichville nous fournit plusieurs enseignements. Les logiques mobilisées pour justifier la persistance de l'excision en milieu urbain sont diverses et tiennent pour l'essentiel à la volonté de préserver l'identité de groupe tout en contrôlant la sexualité des femmes et le maintien de la domination masculine. C'est ainsi qu'il s'agit pour la communauté de se préserver des dysfonctionnements psycho-sociaux et pathologiques en termes d'addiction à la drogue, la prostitution, la démission parentale, le processus d'acculturation, la délinquance juvénile, etc. Cette démarche s'appuie sur la volonté d'empêcher aussi les expériences sexuelles pré-nuptiales et ensuite les relations adultérines pour préserver l'honneur de la famille.

Mots-clés : Logiques sociales, Excision, Mutation culturelle, Milieu urbain, Violences Basées sur le Genre (VBG)

ABSTRACT

Policies for the promotion of gender and the enhancement of women constitute central points associated with all the current initiatives of the Governments. Thus, the practice of excision or Female Genital Mutilation (FGM) which consists of the ritual removal of the clitoris (clitoridectomy) or the foreskin (circumcision) polarizes the public debate because of its persistence despite the synergy of actions. The objective of this study is to understand the social logics of the persistence of excision in the context of cultural change in Abidjan. The use of a semi-structured interview guide in individual mode with resource persons selected according to a reasoned choice in the municipality of Treichville provides us with several lessons. The

logics mobilized to justify the persistence of excision in urban areas are diverse and essentially relate to the desire to preserve group identity while controlling women's sexuality and maintaining male domination. This is how it is for the community to protect itself from psychosocial and pathological dysfunctions in terms of drug addiction, prostitution, parental resignation, the process of acculturation, juvenile delinquency, etc. This approach is based on the desire to also prevent premarital sexual experiences and then adulterous relationships to preserve the honor of the family.

Keywords : Social logics, Excision, Cultural change, Urban environment, Gender-Based Violence (GBV)

I. INTRODUCTION

Les politiques de promotion du genre et de valorisation de la femme constituent des points centraux associés à toutes les initiatives actuelles des gouvernants, aidés en cela par les acteurs des organisations de la société civile comme les ONG. Ainsi, la scolarisation de la fille, les campagnes de sensibilisation sur les droits spécifiques des femmes répondent à la nécessité de faire face aux multiples pesanteurs qui dégradent la dignité de la femme. Au nombre de ces faits sociaux qui constituent des violations des droits des femmes, subsistent, dans les pays du sud, le phénomène de l'excision. La pratique de l'excision ou encore appelée Mutilations Génitales Féminines (MGF) consiste en l'ablation rituelle du clitoris (clitoridectomie) ou du prépuce (circoncision). L'excision, sous les éclairages historique et anthropologique, est en effet, un rituel de fertilité dans l'Égypte antique pour catégoriser socialement et marquer une différence entre classes sociales (M. Erlich, 1986). En Occident, l'excision entre 1860 et 1870, s'opérait dans un « cadre médical » aussi bien en Angleterre qu'aux États-Unis et avait pour vocation de prévenir « les troubles mentaux, l'hypersexualité, la nervosité », le lesbianisme, l'épilepsie, la catalepsie, l'hystérie (P. Herzberger-Fofana, 2015).

Dans le contexte ivoirien, l'excision demeure une préoccupation pour les décideurs car le taux de prévalence s'évalue à environ 40% en 2013. Malgré son interdiction depuis 1998¹, la pratique résiste aux changements des contextes culturels, urbains, politiques ou encore économiques. Les expériences de terrain et les recherches conduites par la suite dans les régions les plus touchées (Nord et Ouest), pour renforcer les capacités des acteurs locaux et organiser des dialogues communautaires impliquant les ex-exciseuses, indiquent que le phénomène persiste (I. Bakayoko, M. Gbagbo et M. Traoré, 2017). Plusieurs zones endémiques en dehors des grandes agglomérations sont réputées pour être des sanctuaires de la pratique de l'excision, notamment le Nord et l'Ouest de la Côte d'Ivoire (A. Andro, M. Lesclingand et D. Pourette, 2010 ; I. Bakayoko, M. Gbagbo et M. Traoré, 2017).

Cette persistance s'appuierait sur un ensemble de faits notamment, l'ancienneté et l'ancrage socio-anthropologique de la pratique dans les traditions du pays. Ainsi, la femme non-excisée serait assimilée à une jeune fille impure et ferait l'objet de discrimination ou stigmatisation

¹ Voir la *Loi n° 98-757* du 23 décembre 1998 portant répression de certaines formes de violence à l'égard des femmes.

sociale et la possibilité de contracter un mariage serait difficile, voire impossible au sein de sa communauté (UNICEF, 2016). Les chiffres montrent que 39% des femmes en milieu urbain et 48% en milieu rural ont subi l'une des formes d'excision MGF ; ce qui représente une hausse depuis 1994. Membre de la Convention pour l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination contre les Femmes (CEDEF/CEDAW) adoptée par l'Assemblée Générale de l'ONU en 1979, la Côte d'Ivoire redouble d'efforts en créant d'autres lois internes comme la loi N°98-757 du 23 décembre 1998, portant répression de formes de violences à l'égard des femmes dont les MGF. Cet instrument juridique organise les actions de répression et de sensibilisation mises en œuvre tant par l'Etat que par les Organisations Non-Gouvernementales (ONG) (OMS, 2008).

Aussi, en dépit de ces initiatives, l'excision demeure une préoccupation en Côte d'Ivoire. Les études sur la persistance de la pratique de l'excision touchent à l'origine du phénomène et qui la font remonter au niveau anthropologique à l'Égypte des pharaons. Pour les sociologues, plusieurs facteurs sont retenus comme la force des traditions, des pratiques coutumières et religieuses. La prescription coutumière qui passe par exemple par la religion musulmane, est souvent mobilisée dans les zones fortement islamisées (UNICEF, 2016). Au niveau culturel, l'excision renvoie à un fait social en rapport avec l'hygiène intime et esthétique de la femme dans certaines civilisations en Côte d'Ivoire (I. Bakayoko, M. Gbagbo et M. Traoré, 2017). Les travaux de type juridique existent et insistent sur la pratique comme une violation des droits fondamentaux des femmes (P. Herzberger-Fofana, 2015). Ces travaux recommandent un renforcement de l'arsenal juridique pour consolider la répression. Les publications de nature médicale démontrent à profusion, les effets secondaires néfastes de l'excision sur la santé des femmes. Il s'agit d'une question de santé publique car les conséquences à court terme indiquent des cas de décès, qui proviennent d'une hémorragie massive (choc hémorragique), de la douleur et du traumatisme subi (choc neurogène) ou d'une infection grave généralisée (septicémie) (C. Berg et V. Vigdis, 2013). D'autres méfaits, à long terme, concernent les chéloïdes (développement excessif de tissu cicatriciel) et Kyste dermoïde et à l'infection inhérente au VIH/SIDA (P. Foldès et C. Louis-Sylvestre, 2006). Toute cette situation entraîne des répercussions psychologiques comme les troubles psychotiques, les dépressions et les tentatives de suicide (UNICEF, 2016).

En tenant compte de tout cet argumentaire, nous dégageons la question principale suivante : Comment les logiques sociales contribuent-elles à la persistance de l'excision en contexte de mutation culturelle en milieu urbain abidjanais ?

Les mutations sociales qui s'opèrent en milieu urbain tendent à reconfigurer, en effet, les rapports des populations aux coutumes, traditions et pratiques communautaires. Le processus d'acculturation à l'œuvre dans les villes africaines postindépendance comme Abidjan, en Côte d'Ivoire, est caractérisée par plusieurs éléments comme l'explosion démographique, l'urbanisation accélérée, des courants migratoires associés à la fuite de cerveaux, des ruptures entre citadins et ruraux ou encore la régression du monde rural (P. Decraene, 1982).

Pour autant, on peut noter des résistances au changement dans certaines populations urbaines comme le soulignent plusieurs auteurs notamment O. Goerg (2003), pour qui, « *les villes en Afrique portent encore la marque de la domination coloniale, en ce qu'elles en furent souvent le point*

d'ancrage fondamental et le lieu de développements sociaux novateurs. Cet héritage commun les façonne en partie mais un demi-siècle d'indépendance a impulsé d'autres développements ».

Sur cette base, « *les mutations sociales et culturelles, qui répondaient hier aux contraintes de la domination étrangère, s'adaptent-elles aujourd'hui aux conditions souvent dégradées de l'environnement quotidien, aux circulations internationales accélérées, à la mondialisation accrue. Les villes gardent leur double visage, lieux de toutes les opportunités et de toutes les pertitions, dans un contexte de vive croissance* » (O. Goerg, 2003).

Nous observons ainsi des formes de transposition de modèles associatifs ou modes de vie ruraux en zones urbaines et ce retour aux structures villageoises en ville est traduit par la survivance de l'excision (F. Bobin, 2000 ; M. Bamba, 2005 ; P. Herzberger-Fofana, 2015 ; UNICEF, 2016 ; I. Bakayoko, M. Gbagbo et M. Traoré, 2017).

Sur cette base, l'objectif de la présente étude est de comprendre les logiques sociales de la persistance de l'excision en contexte de mutation culturelle à Abidjan. De manière spécifique, il s'agit dans la présente contribution de :

- identifier les perceptions sociales en lien avec les logiques des communautés vis-à-vis de l'excision ;
- déterminer les systèmes de relations et les pratiques qui s'élaborent entre la communauté et les membres qui refusent la pratique de l'excision ;
- analyser les enjeux liés à la régulation de l'excision au sein de la société.

Cette réflexion qui s'inscrit dans une approche qualitative de type phénoménologique et socioconstructiviste est mobilisée pour donner sens aux données collectées dans la présente étude. Ainsi, le sens de notre expérience du monde social change selon le niveau du monde (ou point de vue) lié à notre insertion sociale et sur la base des présuppositions et des présupposés des individus en interaction. De ce fait, dans la vie quotidienne, qui sert de référence à tous les autres niveaux, nous trouvons le monde social déjà fait et organisé autour de nous et nous ajustons notre agir en fonction de ce cadrage social (A.D. Berkowitz, 2004).

II. METHODOLOGIE DE L'ETUDE

1. Terrain, population et échantillon d'étude

Treichville est l'une des 13 communes du district d'Abidjan. Elle est située au sud de la ville et s'étend sur une superficie de 900 hectares et comporte 43 sous-quartiers. En 2021, sa population est estimée à 106.552 habitants, selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2021). D'un point de vue historique, la commune de Treichville est celle des vieilles familles autochtones d'Abidjan, en opposition avec celle du Plateau, la commune des colons (UN-Habitat, 2012).

Au niveau socioculturel, il existe encore des survivances de manifestations traditionnelles comme la fête de génération chez les *Ébrié Tchaman* qui constitue un événement majeur pour la commune (UN-Habitat, 2012). La croissance de la population est importante et peut s'expliquer en partie par les flux migratoires. La densité de population est très importante dans les quartiers les plus pauvres. Le taux brut de scolarisation est encore très faible, 11,18 % en 2011. L'éducation reste un problème, 39,91 % de femmes sont analphabètes. Les violences

contre les femmes demeurent courantes et préoccupantes. Des actions de sensibilisation et de prévention contre le VIH/SIDA sont menées par l'État en collaboration avec l'ONUSIDA et des ONG. Enfin, la commune de Treichville est un pôle culturel assez important en Côte d'Ivoire, où cohabitent les cultures traditionnelle et moderne (UN-Habitat, 2012).

L'échantillonnage d'étude est une technique non-probabiliste (choix raisonné) pour la conduite des entretiens semi-dirigés. Cette technique a facilité l'entretien avec des personnes qui détiennent des informations susceptibles d'éclairer notre compréhension du sujet examiné notamment, les exciseuses (02), ex-exciseuses (05), les femmes excisées (12) ou ayant refusé cette pratique (03), les leaders religieux (02) et communautaire, les ONG et associations d'entraide communautaires (03), les agents de Police Nationale (02), de santé publique (02 sage-femmes, 1 médecin gynécologue) ou encore les jeunes leaders des associations de quartiers (05), etc.

Toutes ces catégories retenues nous donnent un total de 37 participants dans le cadre de la présente étude qui est de type inductif.

Afin d'avoir accès à cette population en rapport avec ce sujet sensible, nous avons pris appui sur une ONG locale qui intervient sur cette thématique à savoir les membres volontaires de l'Association pour le Bien-Etre des Femmes Victimes de l'Excision (ABEFEVE)².

2. Instruments de collecte et méthodes d'analyse des données

Deux guides d'entretien semi-directif ont été retenus dans le cadre de notre étude. Le premier est destiné aux femmes ayant accompli le rituel de l'excision et celles ayant refusé de le faire. Le second guide d'entretien est destiné à toutes les autres catégories d'enquêtés que nous avons identifié au niveau de l'échantillon. Ces instruments ont permis de questionner des points spécifiques à la pratique de l'excision comme :

- ✓ les perceptions, opinions et croyances liées aux excisions chez les populations de la commune de Treichville ;
- ✓ les effets des mutations sociales, culturelles, juridiques et économiques en rapport avec la pratique de l'excision chez les populations communales de Treichville ;
- ✓ les enjeux liés à la régulation du phénomène de la pratique de l'excision des femmes chez les populations communales de Treichville.

Pour traiter ces données recueillies, nous avons retenu la technique d'analyse de contenu de type thématique. Cette méthode, selon L. Bardin (1977), est :

² L'ONG ABEFEVE lutte contre l'excision, mais la restauration chirurgicale du clitoris et la prise en charge sociale et psychologique reste son deuxième cheval de bataille. En plus de la lutte contre l'excision et la restauration, l'ONG initie des activités génératrices de revenus pour les survivantes et leur indépendance financière. A ce jour, l'ONG ABEFEVE a déjà restauré plus de 200 femmes excisées.

« un ensemble de techniques d'analyse des communications visant, par des procédures systématiques et objectives de description du contenu des énoncés, à obtenir des indicateurs (quantitatifs ou non) permettant l'inférence de connaissances relatives ».

Ainsi, il s'agit d'exploiter les discours produits par les communautés communales enquêtées à Treichville pendant les entretiens par rapport à la thématique de la pratique de l'excision en contexte de changement socioculturel, anthropologique, juridique et économique.

III. RESULTATS DE L'ETUDE

Les résultats dans l'étude sont présentés et interprétés selon les objectifs spécifiques que nous avons retenus préalablement, sous l'éclairage de l'approche phénoménologique.

1. Identifier les perceptions sociales en lien avec les logiques des communautés vis-à-vis de l'excision

Une idée préconçue voudrait faire admettre que la pratique de l'excision ne serait manifeste qu'en milieu rural. Ainsi, les centres urbains africains, gagnés par la culture occidentale, seraient exemptés de cette pratique qui n'aurait cours qu'en contexte rural. Sur cette base, les citoyens présentant un niveau de vie socioéconomique et culturel élevé, auraient dans un contexte général de mutation dynamique en milieu urbain, fait le deuil de l'excision qui est condamnée par tous les textes de loi moderne. Or, cette croyance est loin de correspondre à la réalité des faits dans les quartiers des agglomérations et en l'espèce, ceux du district d'Abidjan. Certaines communautés résidentes de Treichville, en général, de confession religieuse musulmane (autochtone ou allogène), pratiquent toujours l'excision en milieu urbain. Cette survivance s'appuie sur plusieurs logiques sociales et s'opère dans une forme « *clandestine organisée* » par les garants de la culture et de la tradition de chaque groupe communautaire.

1.1. Marqueur identitaire de la communauté ethnique en recomposition en milieu urbain

La pratique de l'excision apparaît comme un marqueur identitaire fort dans certaines communautés urbaines de la commune de Treichville lors de notre étude. Ces familles s'organisent sous un mode communautaire afin de conserver les traits saillants de leur culture qui fait face à une recomposition du fait des effets de la citadinité (éducation scolaire, mixité ethnique, urbanisation, normes sociétales nouvelles, processus d'acculturation, etc.). Dans cette dynamique, l'excision apparaît comme un moyen de marquer sa singularité tout en maintenant les membres de la communauté dans les liens d'une forme de contrôle social, surtout chez les femmes. L'une des exciseuses de notre enquête nous révèle à ce propos :

« *il y a beaucoup de choses en ville ici, si on ne fait pas ça, nos filles vont devenir autre chose (...). C'est pour leur bien et ça aide les familles qui ne peuvent pas aller au village pour faire pour leurs filles* ».

La pratique de l'excision en zone urbaine diffère néanmoins de celle des zones rurales qui s'accompagnent d'un rituel ou cérémoniel communautaire et qui échappent encore à la répression des pouvoirs publics. Ainsi, en milieu urbain, les organisateurs de l'excision, en l'occurrence la mère, les tantes ou les matrones assignées à cette tâche, à défaut de ne pouvoir elles-mêmes effectuer l'ablation, conduisent la jeune fille dans un espace médicalisé où elles peuvent compter sur la complicité d'un professionnel du corps sanitaire pour effectuer l'opération.

Une matrone, leader d'association de femmes dans un sous-quartier nous donne davantage d'informations sur cette médicalisation de l'excision :

« comme c'est difficile de faire ça (l'excision) à la maison sans que les voisins ne soient au courant et ils vont appeler la police, on a réussi à convaincre une sœur, sage-femme qui le fait. Elle donne son prix et si ça convient aux parents, on arrange le rendez-vous ».

La prégnance de la tradition est si forte que des mères bénéficiant d'un niveau d'étude supérieur, et exerçant des métiers socialement valorisés, en viennent à faire exciser leurs filles afin que celles-ci soient bien perçues par les autres membres de la communauté.

A ce stade, nous pouvons avancer le fait que l'émancipation des femmes, même si elle est favorisée par l'éducation scolaire et la réussite socioprofessionnelle, demeure encore en proie au regard pesant de la communauté et de son poids dans la transmission des valeurs culturelles. Cela est attesté par les propos d'un leader communautaire à ce propos :

« l'école c'est bien aujourd'hui et nous tous on a compris ça. Mais il faut respecter aussi la tradition et les anciens de ta région. Même si tu as diplôme et bon travail, il faut aussi te marier et si tu n'as fait ça, peut-être tu vas trouver mari ailleurs, mais pas ici et ta famille aussi ne peut pas accepter ça...sinon, l'école c'est bon aussi pour les femmes ».

Une sage-femme, présentant plus de 10 ans d'expérience, interviewée dans le cadre de l'étude, renforce cette affirmation en avouant à la fois son indignation et son « impuissance » sur ce point spécifique lié à l'éducation scolaire des mères des excisées :

« lors des consultations pédiatriques, on est parfois surpris de voir des enfants de femmes intellectuelles, excisées. Certaines disent subir le poids des traditions. Leur parent les en voudrait si elles ne font pas exciser leurs enfants. D'autres disent avoir été contraintes par leur époux et encore certaines, elles-mêmes soutiennent cette pratique ».

Le poids de la tradition et des coutumes apparaît ainsi comme un carcan qui ordonne les conduites et pratiques des différents membres de la communauté en milieu urbain. Faire exciser son enfant, malgré l'interdiction légale et le regard réprobateur d'autres communautés, afin de respecter la tradition, demeure encore une réalité vivace dans certains groupes ethniques aussi bien au niveau national qu'étranger. Il s'ensuit que cette « norme sociale ou communautaire », participe de l'identité de ses membres et renforce leur cohésion sociale face aux incertitudes de la culture occidentale qui prévaut en ville.

Au niveau de l'attribution causale analysée dans ces discours produits, on note une forme de renvoi de la responsabilité de l'excision au sein du couple. Ainsi, tandis que les épouses estiment perpétuer l'excision en conformité tant avec la tradition qu'avec celle de leurs époux, ceux-ci estiment surtout, peut-être de façon inavouée, que c'est une affaire de femmes depuis le village jusqu'à la ville. Aussi, laissent-ils faire afin de sauvegarder l'image des femmes et celle de la tradition. L'ambivalence qui en découle est de nature à favoriser la continuation de ce phénomène social au sein des différentes communautés ethnico-religieuses au niveau de la commune de Treichville.

En somme, l'aspect opératoire biologique semble l'emporter désormais en milieu rural sur l'aspect cérémonial ou rituel de l'excision, en contexte urbain. Du fait de la législation répressive, les ablations se déroulent dans la clandestinité ou alors, les filles sont transportées au village pendant les vacances afin d'y subir le rituel. Cela est perceptible dans nos échanges à travers le discours de l'une des jeunes filles excisées :

« c'est lors des vacances scolaires que ma maman m'a envoyé au village pour deux semaines. En réalité, c'était pour me faire exciser avec d'autres filles de mon âge. J'avais 12 ans. On a été en brousse pendant une semaine, c'est là-bas que tout s'est fait. Notre retour de la forêt a été un jour de fête au village. On a fait le tour du village en dansant. Ça été traumatisant pour moi. Je déteste mon village et j'en veux à ma mère. Nos relations sont très conflictuelles. Elle dit avoir respecté la tradition mais je n'arrive pas à lui pardonner ».

L'excision en ville est pour ainsi dire, une activité clandestine, sans apprentissage ou initiation autour de l'acte comme cela se fait en zone rurale. Mais, elle se justifie toujours en recourant à l'argument du respect de la coutume et de la tradition pour les tenants de la pratique. Il s'agit en définitive de perpétuer un ordre social où la domination masculine attestée par la coutume s'exerce sur le corps de la femme et précisément sur les organes génitaux féminins en lien direct avec la fécondité et la maternité qui sont fondamentales dans les croyances africaines et la construction de la famille et de la communauté.

1.2. Rituel pubertaire de purification et de présentation à la communauté

L'aspect rituel de l'excision répond aussi à des nécessités liées à des logiques esthétiques, liées à l'hygiène. La pratique est relative au besoin, selon les communautés, de « nettoyer » les organes génitaux externes de la femme afin de les rendre propres, car en l'état, ils sont perçus comme laids. De ce fait, l'ablation de ces organes, par l'excision, suscite une double dynamique. D'une part, assurer l'hygiène et d'autre part, conforter l'esthétique selon les normes sociales de ces communautés. C'est à la suite de cette phase de purification que la présentation de la jeune fille peut prendre place au sein de la communauté et comme « candidate » à l'union maritale valorisée par le corps social. Un leader communautaire est explicite sur la question lorsqu'il affirme que :

« c'est à partir de ce moment qu'on peut accepter de la donner en mariage. D'autres font la fête de génération, ou bien pôrô chez nos frères senoufos. Chez nous, l'initiation de la femme passe par cet acte (excision) ».

Les implications de l'urbanisation, telles que décrites précédemment, ont tendance à dégrader la force de la tradition et de la culture au sein de certaines communautés, mais la pratique de l'excision résiste à ce changement, même si la prévalence semble décroître. L'excision est l'une des caractéristiques au final de la sociabilisation genrée qui assigne des rôles et fonctions sociaux aux individus de sorte que la différence sexuelle s'exteriorise aussi dans la modification du corps (excision) et ses usages associés (procréation, fertilité, esthétique de séduction, etc.). Ce rituel pubertaire se superpose au sein du groupe social, à un ensemble d'apprentissage et de rôles sociaux attendus. Pour s'en convaincre, nous pouvons retenir le témoignage d'une experte du travail social au sein de l'une des ONG participant à l'étude :

« l'excision est un outil ou une pratique que les anciens de la communauté utilisent pour fixer ou bien catégoriser, en quelque sorte, le membre de la communauté. Il est question en ce

moment de lui imposer ce que la société ou la communauté attend de la jeune femme. Elle est marquée fortement par cette excision et elle connaît sa place. Donc on a beau lutter contre ça, tant que des femmes voient ça aussi d'un bon œil, ça va être difficile de mettre fin à l'excision, même en ville ».

La pratique de l'excision permet de s'assurer et de contrôler la virginité des jeunes filles afin qu'elles arrivent au mariage dans cet état de « pureté » et de chasteté, ce qui représente une source d'honneur et de fierté pour les familles. De manière claire, les femmes des populations qui pratiquent l'excision sont perçues comme chastes et vertueuses jusqu'au mariage afin de garantir la reproduction (encouragée par la coupure). Cette pratique, selon les tenants de la coutume, permettrait aux femmes de la communauté d'acquérir des valeurs sociales comme la soumission, le respect dans un contexte urbain caractérisé par la transgression multiple « prostitution, rapports sexuels avant mariage, grossesse précoce, impolitesse de la jeunesse actuelle, etc. ».

1.3. Élément de caractérisation positive de la femme « idéale » face à la déculturation occidentale de la vie urbaine

La pratique de l'excision permet aux membres de la communauté de caractériser ou de catégoriser les femmes selon qu'elles ont été excisées ou non. Ce cadrage social s'appuie sur des éléments de perception ou de représentation qui font de la jeune fille ou de la femme excisée, le modèle de conjointe valorisée dans la communauté. Elle serait porteuse des valeurs promues par le groupe notamment, la pureté, la douceur, la propreté ou l'hygiène, le respect de la coutume, le prototype de la femme de foyer, etc. Ces éléments culturels et traditionnels valorisés au travers de la femme ou jeune fille excisée sont perceptibles à travers les propos de plusieurs enquêtés notamment les leaders communautaires et quelques femmes excisées :

« c'est notre tradition et c'est la coutume. Avec le monde d'aujourd'hui, tout se fait comme chez les blancs. On rejette nos traditions pour montrer qu'on est civilisé. Aujourd'hui, les filles sont gâtées, elles vendent, exposent leur corps comme des marchandises. Si on suivait nos ancêtres, tout ça n'allait pas arriver. Après le rituel (l'excision), la fille est donnée en mariage, elle n'a pas le temps de se promener pour déshonorer ses parents ».

Les effets de la déculturation liée au vécu en milieu urbain sont craints par les membres les plus âgés de la communauté. Ainsi, ils soutiennent ne plus se reconnaître dans cette jeunesse « égarée » et détournée de ses racines africaines. Aussi, la vie en ville pose de grands défis en termes de cohésion communautaire et les maux tels que la drogue, la prostitution, la démission parentale ou encore les enfants de la rue, sont autant de situations à gérer et la pratique de l'excision, permet de « préserver » les jeunes filles afin de leur donner « la bonne éducation » selon leurs propos.

La sexualité féminine ainsi construite, est contrôlée et cela permet de garantir les valeurs de la "vraie" femme basée sur la virginité avant le mariage et la fidélité de l'épouse. En somme, il s'agit de retirer aussi le clitoris afin de permettre le bon déroulement du rapport sexuel entre l'homme et la femme dans le cadre du mariage, dans la mesure où le clitoris trop grand serait un obstacle pour le rapport. Laisser le clitoris en place serait donc ignorer une menace pour la puissance masculine. L'excision permettrait également de favoriser la fertilité et de mettre des enfants au monde dans les meilleures conditions possibles.

La féminité sociale est réellement complète lors de l'accouchement du premier enfant. Cette logique sociale participe de la perception des critères de la beauté féminine dans ces communautés à Treichville et contribuent à la pérennisation de l'excision en contexte urbain.

1.4. Excision féminine comme élément constitutif de pratiques mystiques cachées

L'excision féminine est présentée par plusieurs chercheurs comme un rite initiatique, destinée à traduire le passage de l'âge « *enfant* » à l'âge « *adulte* » dans la communauté. Cette cérémonie dans sa phase d'ablation se déroule ainsi loin du regard profane, dans la forêt sacrée et par mains « *expertes* ». L'aspect exotérique de l'excision est donc consacré par la communauté et les tenants de la coutume dans le village en milieu rural.

Parallèlement à cette forme de sacralité en milieu rural, apparaît une autre forme en milieu urbain et qui est en lien avec des activités criminelles de type magico-mystique. Il s'agit pour les acteurs de cette tendance de recueillir à titre commercial, les parties ou organes (clitoris, lèvres, etc.), afin de les revendre à des clients qui les utilisent pour des entreprises mystiques. La partie du clitoris sectionnée est vendue à des fins mystiques. Ces aspects sensibles qui peuvent dégrader la « *crédibilité* » des matrones exciseuses sont entourés d'un mutisme social encore plus lourd, car ils s'opposent aux canons de la tradition ou de la coutume tels que prônés par les anciens de la communauté. Ces révélations sur cette tendance de la pratique de l'excision en milieu urbain sont rendues par cet extrait de discours d'une ex-exciseuse :

« si les femmes continuent de faire l'excision, ici à Abidjan, ce n'est pas pour la coutume. Elles font du commerce avec les parties qu'on enlève. Des féticheurs, des patrons (riches), beaucoup de personnes demandent ces choses-là pour faire des médicaments et ils donnent beaucoup d'argent. Il y a en qui donnent jusqu'à 500.000f, parfois plus. C'est plus pour le commerce que pour autre chose. Lorsqu'on nous a parlé (sensibilisé), certaines n'ont pas pu arrêter parce qu'elles gagnent plus que ce que les ONG ont proposé pour nous aider à changer de métier ».

L'excision de la fille ou de la jeune femme peut apparaître dès lors comme une source de revenu dérogatoire aux yeux tant de la loi officielle que des normes sociales communautaires lorsque les organes amputés servent à nourrir un commerce clandestin illicite. Cette logique mercantile illicite contribue à perpétuer l'excision au sein de certaines populations à Treichville.

1.5. Mutilation et violation des droits de la femme selon le tropisme institutionnel

D'un point de vue institutionnel, l'excision est construite comme une infraction à la loi pénale, même si la pratique revendique un ancrage social, anthropologique, historique et politique dans l'Afrique traditionnelle. Or, bien que faisant l'objet d'une interdiction, force est de noter que sa répression connaît une forme de laxisme ou de « *compréhension* » de la part des agents régulateurs que sont les forces de l'ordre (Police, Gendarmerie) et corps médical. Cette forme de « *compréhension* » est due justement à l'ancrage sociologique et anthropologique de l'excision car ces acteurs sont aussi issus de ces environnements culturels et leurs perceptions les incitent à diluer la rigueur de la loi, selon les témoignages recueillis :

« il est difficile de prendre la lutte de cette pratique à bras le corps car nous sommes tous amenés à respecter les coutumes des autres au risque de s'attirer la foudre de certains collègues. On nous signale des fois des cas, mais certains les ignorent. C'est lorsqu'on est en face des cas graves, où la vie de la fille est en danger qu'on réagit et lorsqu'un parent porte plainte également. Pour le reste, il faut dire qu'on ferme les yeux, puisque la personne qui en parle ne donne pas beaucoup de précisions ».

Les membres du corps médical sont également confrontés aux mêmes réalités qui font intervenir perceptions sociales de la pratique et exigences de sanction ou de dénonciation de la pratique aux autorités compétentes.

« moi-même, en tant que médecin gynécologue, je sais que c'est interdit et je dois les dénoncer... mais quelques fois tu regardes même, ce sont des parents et ils savent que c'est parce que tu es leur parent qu'ils viennent te voir. Ces personnes viennent te voir parce que l'excision s'est mal passée et la fille est dans un état critique. On se contente de soigner, pas plus. On devient complice en quelque sorte, mais qui peut supporter le regard de sa communauté, après dénonciation ? Vraiment ce n'est pas une situation facile ».

Cette réalité implique que les logiques d'appartenance culturelle, de « solidarité » soient mobilisées par les différents acteurs pour faire perpétuer la pratique de l'excision en milieu urbain malgré son interdiction par la loi pénale. Dès lors, les droits des enfants sont relégués au second rang face à l'exigence de ne point porter atteinte à l'intégrité de la communauté.

2. Déterminer les systèmes de relations et les pratiques qui s'élaborent entre la communauté et les membres qui refusent la pratique de l'excision des femmes

Les systèmes de relations et les pratiques qui s'élaborent entre les institutions sociales de la communauté et les membres qui refusent la pratique de l'excision des femmes sont d'ordre divers.

2.1. Système de relations en lien avec l'identité communautaire en milieu urbain

Les membres de la communauté qui refusent de valider les pratiques d'excision en contexte de mutation urbaine font face à une série d'actes de résistance, tant de la part des autres membres que des tenants des institutions sociales (chefs communautaires, leaders associatifs, etc.). Ces animateurs des modèles associatifs perpétuent les anciennes structures rurales en ville. Leur objectif est de susciter et de maintenir au sein de la conscience collective des jeunes citadins, des repères permettant leur insertion en ville en lien avec les valeurs, traditions de leur ascendant. Sous cet angle, ces personnes ressources s'emploient à renforcer les pratiques des jeunes qui s'inscrivent dans le processus de reproduction des modèles culturels existant au village, et à stigmatiser, voire à exclure celles qui s'opposent aux schémas traditionnels, en l'occurrence, les pratiques d'excision féminine :

« nous sommes des chefs traditionnels qui vivons en ville. Comment faire pour que nos enfants connaissent nos traditions si on ne leur enseigne pas ici (en ville) ? c'est vrai qu'en ville, on ne fait pas tous les rituels, mais l'essentiel tel l'excision est pratiquée. Et les parents au village sont fiers quand les filles de la ville vont là-bas et sont excisées ? c'est une fierté et un honneur pour toute la famille (...) »

Les sage-femmes et les assistantes sociales des centres de suivi et de planning familial investiguées lors de notre étude retracent effectivement cet argumentaire des leaders communautaires :

« en ma qualité d'assistante sociale, j'ai vu beaucoup de victimes des complications de l'excision et qui sont dans la détresse. Mais malgré toutes ces conséquences, elles n'en font pas un problème. Certaines ont du mal à accoucher, mais préfèrent accuser leur coépouse, les sorciers ou autres choses que de se rendre à l'évidence que l'excision est dangereuse ».

Cette situation est perceptible à travers l'existence de plusieurs associations de jeunes ressortissants en milieu urbain. Ces structures regroupent les membres d'une même communauté ethnique qui relèvent d'une région ou village identique et qui organisent diverses activités ou cérémonies d'ordre culturel et social (mariages-dots, cérémonies de présentation de jeunes filles excisées, funérailles, fêtes de génération, etc.), sportif (tournois, jeux, etc.) éducatif (visites touristiques, concours culinaires, etc.), afin d'animer la vie de la communauté en milieu urbain. Il s'agit, sous cet angle, d'une organisation fortement cohésive qui construit pour une large part, à l'identité de ses membres. Dès lors, se voir exclure d'une telle structure est fortement handicapant pour la personne qui refuse d'accepter ou de valoriser la pratique des MGF.

Mais quelle stratégie de contournement en lien avec les systèmes de relations est-elle utilisée par les membres exclues pour faire face à leur situation ?

2.2. Système de relations axé sur la dissimulation et le contournement normatif

La problématique des membres qui s'opposent aux pratiques de MGF est celle de savoir, comment maintenir leur posture tout en ne se privant pas des autres pans des valeurs culturelles de leur communauté. Dans cette perspective, comment échapper aux effets délétères d'un processus d'acculturation, tout en manifestant le refus des modèles recourant à des schémas ruraux jugés dégradants (excision des femmes) et en bénéficiant des aspects gratifiants de cette structuration (entraide communautaire, valorisation de l'identité, etc.), à Abidjan.

La stratégie de dissimulation, à ce niveau, est fortement sollicitée car de manière *« transversale, il faut garder à l'esprit que l'excision constitue une norme sociale »*. Ce sentiment d'obligation sociale ou de pression à l'inférence est très fort et prégnant. Et malgré le caractère manifeste des répercussions sur la santé physique et psychologique des filles, les familles préfèrent perpétuer la pratique pour ne pas subir de jugements moraux et sanctions sociales (difficulté de contracter mariage pour la jeune fille dans la communauté ou à l'intérieur du groupe, etc.).

De ce fait, ceux qui refusent les pratiques d'excision mobilisent la stratégie de dissimulation des opinions et des pratiques pour faire partie de la communauté tout en évitant d'appliquer ces actes. Par exemple, sur le cas de l'excision, il s'agit pour ces personnes de tenir un discours pro-excision devant les autres membres de la communauté et en privé, de réfuter ces pratiques :

« en tant que membre du bureau des femmes du quartier et surtout membre du corps médical, je devrais participer aux journées de sensibilisation de lutte contre les MGF. Mais mon père serait déshonoré si je le faisais, il est roi dans son village. Donc je fais ma sensibilisation lors des consultations médicales ou en groupes restreints ».

La stratégie de dissimulation en relation avec le système de relations de même ordre apparaît comme une ressource utilisée par les membres opposés à l'excision féminine pour se définir une place dans la communauté tout en maintenant leur refus de ce phénomène.

La dissimulation est aussi utilisée par les autres membres de la communauté qui valident l'excision lorsqu'ils recourent à des agents de santé *« pro-excision »* pour *« rattraper »* les conséquences néfastes sur la santé de la jeune fille (saignement et hémorragie massive ou choc

hémorragique, douleur et traumatisme subi avec choc neurogène ou infection grave généralisée septicémie, chéloïdes, kystes dermoïdes, troubles psychotiques, dépressions, etc.).

La stratégie de contournement normatif en lien avec ce système relation est aussi utilisée par les membres qui refusent les pratiques d'excision. Les personnes qui se refusent à la perpétuation de la pratique d'excision utilisent le contournement normatif en s'investissant dans les mariages d'exogamie, dans l'éloignement géographique d'habitation, dans les secteurs professionnels exigeant des déplacements réguliers loin de la communauté ou encore dans des confessions religieuses échappant à la sphère traditionnelle d'influence.

Ces éléments de contournement permettent de s'exonérer de certaines pratiques comme l'excision tout en avançant des logiques « *plausibles* » aux yeux de la communauté, pour continuer à bénéficier de l'appartenance au groupe.

En somme, les stratégies en lien avec les systèmes de relations à l'œuvre font l'objet d'une utilisation dynamique des deux côtés des acteurs en présence ; les membres qui sont pour ou contre la pratique de l'excision chez les jeunes filles en contexte de mutation urbaine.

3. Analyser les enjeux liés à la régulation de l'excision au sein de la société

Plusieurs enjeux s'attachent, selon les discours des populations enquêtées, à la régulation de l'excision au sein de la communauté en milieu urbain.

3.1. Excision comme outil de maintien des institutions locales traditionnelles en ville

La pratique de l'excision est construite comme un instrument de maintien des institutions locales traditionnelles afin de contrebalancer les effets jugés néfastes de la vie urbaine. Ces équilibres au niveau des institutions locales dans les communautés renvoient au respect des normes matrimoniales et intrafamiliales. Le fait pour ces familles de se conformer à la pratique de l'excision contribue à la préservation des traditions, à l'apprentissage au sein des attentes liées aux sexes, etc.

3.2. Excision comme instrument de construction identitaire et de socialisation dans un contexte de mutation urbaine

La pratique de l'excision en milieu urbain, malgré le relatif caractère clandestin qui l'entoure, continue d'assurer selon les communautés, un rôle de construction identitaire et de socialisation en ville. Face aux multiples implications en termes d'acculturation générées par la citoyenneté, les dysfonctionnements psychopathologiques de la vie urbaine (consommation de drogues chez les jeunes, prostitution, délinquance, déliaison communautaire, grossesses précoces, etc.), la préservation de certaines valeurs traditionnelles ayant une forte charge cohésive comme l'excision, selon les leaders communautaires, demeure une démarche salutaire, malgré le discours institutionnel de l'Etat et des ONG sur les conséquences psychologiques et sanitaires chez la femme. La pratique de l'excision est un moment privilégié pour transmettre les valeurs qui contribuent à l'équilibre des institutions locales dans les communautés et à l'apprentissage des attentes face au « *modèle idéal de femme* » selon les canons de la tradition, même en contexte urbain, visitées et la perturbation des normes matrimoniales et intrafamiliales. Pour ces communautés, l'apprentissage des rôles de femmes est transmis pendant cette période et cela participe du maintien de la cohésion des familles et de l'honneur des membres de la

communauté. La consolidation des normes institutionnelles établies, trouve donc son ressort dans la participation des familles à la perpétuation des MGF, surtout en ville où l'anonymat ne cesse de gagner en importance au sein des autres communautés acculturées.

3.3. Excision comme moyen politique et anthropologique de perpétuation du contrôle de la sexualité féminine en milieu urbain

Les pratiques d'excision servent de justifications selon certains observateurs pour perpétuer la domination masculine sur les femmes. Dans cette perspective, les logiques invoquées par les groupes qui pratiquent l'excision sont entre autres, le contrôle de la sexualité des femmes et le maintien de la domination masculine, la prévention du désir sexuel chez les femmes, pour empêcher les expériences sexuelles pré-nuptiales et adultérines, la préservation de l'honneur de la famille et du mari, les croyances liées à la religion, etc.

L'ensemble de ces éléments sont au cœur des enjeux liés à l'excision comme moyen politique et anthropologique de perpétuation du contrôle de la sexualité féminine en milieu urbain. Le contexte urbain, même s'il permet de diluer certaines croyances comme celle liée au mythe qui soutient que l'excision favorise la fécondité des femmes, permet d'assurer une meilleure hygiène, de rendre les femmes plus attrayantes, ne parvient pas à annuler totalement cette pratique des MGF. C'est dire que le maintien d'une identité et d'une tradition culturelle en lien avec des ressorts socio-anthropologiques dans certaines communautés constituent des éléments forts en termes d'enjeu dans la perpétuation de la pratique de l'excision, comme l'atteste l'extrait d'entretien d'un leader communautaire chez la jeunesse scolarisée :

« pratiquer l'excision, c'est, il me semble pour préserver notre identité culturelle, surtout en ville où plusieurs autres groupes ne pratiquent pas les mêmes coutumes que nous et cela peut jouer un rôle important dans la perte des repères, par exemple ».

Il s'agit ici de tenir compte de l'importance et du rôle des aspects socio-anthropologiques comme enjeux dans la valorisation des « pratiques culturelles » comme l'excision et leur perpétuation dans le contexte de la mutation urbaine.

IV. DISCUSSION DES RESULTATS ET CONCLUSION

La discussion des résultats dans la présente contribution s'opère sous l'angle des objectifs spécifiques formulés précédemment.

1. Identifier les perceptions sociales en lien avec les logiques des communautés vis-à-vis de l'excision

La pratique de l'excision est manifeste aussi bien en milieu rural qu'urbain, malgré le processus d'acculturation via la culture occidentale, qui de plus en plus, prend pied (UNICEF, 2016 ; E. M'bokolo, 1992). Elle est davantage manifeste dans les communautés où une forte pression à l'inférence subsiste du fait des unions endogames, de la religion et d'un contrôle social plus accru. Ces éléments d'explication liés aux perceptions sociales dans un contexte de mutation de la vie urbaine sont déjà soulignés par d'autres auteurs notamment A. Andro, et M. Lesclingand (2016) ou encore I. Bakayoko, K. M. Gbagbo et M. Traoré (2017), qui insistent aussi sur le poids lourd de certaines communautés en ville en termes de structuration ou d'organisation du quotidien de leurs différents membres.

La pratique de l'excision devient sous cet angle comme un marqueur identitaire de la communauté ethnique en recomposition en milieu urbain, surtout chez les groupes sociaux de confession religieuse musulmane, que nous avons investigués. L'existence d'une forme de « *clandestinité organisée* » par les tenants et garants de la tradition aide à conserver les traits saillants de leur culture par le biais des MGF afin de faire une recomposition dynamique liée à la citadinité (éducation scolaire, mixité ethnique, urbanisation, normes sociétales nouvelles, processus d'acculturation, etc.) (A. Touré, 1981 ; M. Dieleman, 2010 ; P. Herzberger-Fofana, 2015).

Au demeurant, la pratique de l'excision en ville se réinvente dans la mesure où elle diffère du point de vue cérémoniel de celle du milieu rural (prégnance de la clandestinité et érosion du rôle central des matrones exciseuses) et de l'espace de l'excision (centre médicalisé opposé à forêt ou case sacrée) (UNICEF, 2016).

La pratique de l'excision en milieu urbain apparait aussi comme un rituel pubertaire de purification et de présentation à la communauté. L'aspect rituel de l'excision répond aussi à des nécessités liées à des logiques esthétiques. Cette assertion est portée par d'autres travaux (F. Sow, 1997 ; OMS, 2008), qui avancent aussi que la pratique est relative au besoin, selon les communautés, de « *nettoyer* » les organes génitaux externes de la femme afin de les rendre propres et fertiles. Il s'agit d'une exigence sociale de purification de la jeune fille afin qu'elle puisse prendre place au sein de la communauté et comme « *candidate* » à l'union maritale valorisée par le groupe social. Face à cette survivance, l'urbanisation des modes de vie est insuffisante pour dégrader la force de la tradition et de la culture au sein de certaines communautés, surtout avec la forte présence des associations de jeunes filles en ville afin de reconstruire les liens sociaux du contexte rural (P. Mbow, 1999 ; B. Shell-Duncan, 2008 ; L. Wade, 2012).

Il s'ensuit un processus de réappropriation de ces valeurs culturelles par les femmes et jeunes filles elles-mêmes pour conserver ce rituel pubertaire qui prescrit les rôles sociaux attendus. La pratique de l'excision permet enfin selon les communautés de s'assurer et de contrôler la virginité des jeunes filles afin qu'elles arrivent au mariage dans cet état de « *pureté* » et de chasteté, ce qui représente une source d'honneur et de fierté pour les familles, même en milieu urbain (P. Ndiaye, M. Diongue, A. Faye, D. Ouédraogo et T. Dia-Anta, 2010).

La pratique de l'excision devient sous ce rapport, un élément de caractérisation positive de la femme « *idéale* » face à la déculturation occidentale de la vie urbaine. Elle contribue à catégoriser les femmes selon qu'elles ont été excisées ou non et ce cadrage social s'appuie sur des éléments de perception ou de représentations qui font de la fille ou de la femme excisée, le modèle de conjointe valorisée dans la communauté (M. Erlich, 1986 ; P. Farina et L. E. Ortensi, 2014). Dans l'entendement des membres de la communauté, il s'agit finalement de contrer les dysfonctionnements sociaux de la vie urbaine comme la drogue, la prostitution, la démission parentale ou encore les enfants de la rue, par le contrôle de la sexualité de la jeune femme.

2. Déterminer les systèmes de relations et les pratiques qui s'élaborent entre la communauté et les membres qui refusent la pratique de l'excision

Les systèmes de relations et les pratiques qui s'élaborent entre les institutions sociales de la communauté et les membres contre la pratique de l'excision des femmes sont d'ordre divers. Le système de relation en lien avec l'identité communautaire en milieu urbain joue un rôle fondamental car pour les membres de la communauté qui refusent les pratiques d'excision en contexte de mutation urbaine, doivent faire face à une série d'actes de résistance, tant de la part des autres membres que des tenants des institutions sociales (religieux, chefs communautaires, leaders associatifs, etc.). Ils sont soumis à des actes de stigmatisation, voire d'exclusion car ils s'opposent aux schémas traditionnels (P. Decraene, 1982 ; S. Champagne, 1990 ; F. Couchard, 2003).

Ainsi, les structures (associations ou amicales de ressortissants) qui regroupent les membres d'une même communauté ethnique, deviennent des lieux de catégorisation. Les activités organisées (cérémonies d'ordre culturel et social comme les mariages-dots, de présentation de jeunes filles excisées, etc.), afin d'animer la vie de la communauté à Abidjan, sont autant de situations pour subir le regard réprobateur des autres membres du groupe social (G. Chéron, 1933 ; S. Champagne, 1990). Dans ce cadre, les stratégies de dissimulation et de contournement normatif sont utilisées par les deux groupes d'acteurs (pour ou contre les MGF). Les membres qui s'opposent aux MGF manifestent le refus dans la sphère privée tout en trouvant des modèles liés à la dissimulation sur la place publique afin de ne pas être exclus de l'entraide communautaire et de l'identité collective (M. Dieleman, 2010). La stratégie de contournement normatif intervient aussi car les membres qui sont contre la pratique de l'excision l'utilisent en s'investissant dans les mariages d'exogamie, dans l'éloignement géographique d'habitation, dans les secteurs professionnels exigeant des déplacements réguliers loin de la communauté ou encore dans des confessions religieuses échappant à la sphère traditionnelle d'influence (P. Decraene, 1982 ; P. Mbow, 1999).

3. Analyser les enjeux liés à la régulation de l'excision au sein de la société

Plusieurs enjeux s'attachent à la régulation de l'excision au sein de la communauté en milieu urbain. Ainsi, l'excision apparaît comme un outil de maintien des institutions locales traditionnelles en ville car elle permet aux communautés de contrebalancer les effets jugés néfastes de la vie urbaine (K. Bell, 2005). Les familles respectent la pratique de l'excision afin de contribuer à la préservation des traditions, des cultures, à l'apprentissage au sein des attentes liées aux sexes, etc. (A. Abdelshahid, et C. Campbell, 2015). Cela aide à la consolidation des normes institutionnelles établies.

L'excision se conçoit aussi comme un instrument de construction identitaire et de socialisation dans un contexte de mutation urbaine, dans la mesure où face aux multiples implications de la vie urbaine en termes d'acculturation, les dysfonctionnements psychopathologiques de la vie urbaine, les leaders religieux et communautaires l'utilisent malgré le discours institutionnel de l'Etat et des ONG sur les conséquences psychologiques et sanitaires chez les jeunes filles (P. Mbow, 1999 ; K. Bell, 2005). L'excision est une courroie de transmission pour inculquer les valeurs du groupe et qui contribuent à l'équilibre des institutions locales (P. Farina et L. E. Ortensi, 2014 ; UNICEF, 2016).

Cet enjeu se superpose à celui de l'excision en tant que moyen politique et anthropologique de perpétuation du contrôle de la sexualité féminine en milieu urbain. Ainsi, l'excision sert à justifier la pérennisation de la domination masculine sur les femmes par le contrôle de la sexualité des femmes (ONG Plan International- France, 2022), même si le procédé a perdu de son sens culturel et traditionnel. En somme, la pression sociale, le tabou autour du sujet, le manque d'information sur ses conséquences néfastes pour la santé, les amalgames avec la religion musulmane, les croyances et les superstitions très ancrées dans les communautés, font de l'excision une des pratiques traditionnelles néfastes les plus difficiles à éradiquer au monde. En somme, l'excision intervient comme un sous-système au niveau de la communauté en permettant l'intégration sociale grâce à la connaissance de valeurs et de normes qui fondent les droits et les obligations présentes dans la société. La pratique repose sur le maintien des modèles culturels et forme les valeurs destinées à construire les orientations culturelles, qui rassemblent un ensemble de valeurs communes aux individus. La perpétuation de l'excision en milieu urbain constitue une réponse du groupe aux contraintes externes (pression d'acculturation de l'urbanité), afin d'aider les membres à assumer les tâches communes, exprimer les ressentiments en fonction des autres et garantir la continuité des normes et valeurs qui conduisent à une meilleure solidarité et conduite du groupe à Abidjan (L. Wade, 2012 ; I. Bakayoko, K. M. Gbagbo et M. Traoré, 2017).

En conclusion, les justifications avancées pour justifier la persistance de l'excision en milieu urbain sont diverses et tiennent pour l'essentiel à la volonté de préserver l'identité de groupe tout en contrôlant la sexualité des femmes et le maintien de la domination masculine. C'est ainsi qu'il s'agit pour la communauté de se préserver des dysfonctionnements psychosociaux et pathologiques en termes d'addiction à la drogue, la prostitution, la démission parentale, le processus d'acculturation, la délinquance juvénile, etc. Cette démarche s'appuie sur la volonté d'empêcher les expériences sexuelles pré-nuptiales et ensuite les relations adultérines afin de garantir ainsi l'honneur de la famille et du mari.

Par ailleurs, le maintien d'une identité et d'une tradition culturelle pour certaines communautés en ville permet de sauvegarder la cohésion sociale, malgré le discours institutionnel qui proscribit la pratique visée. Sur cette base, il s'agit d'intégrer davantage le rôle des communautés et des leaders religieux et communautaires (aspect socio-anthropologique) dans la régulation de cette problématique, même en milieu urbain, afin de susciter et maintenir l'adhésion des populations aux campagnes organisées pour la lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG) en faveur des droits des femmes et des jeunes filles.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Abdelshahid, A. et Campbell, C. (2015). Should I circumcise my daughter? Exploring diversity and ambivalence in Egyptian parents social representations of female circumcision. *Journal of Community & Applied Social Psychology*, 25 (1), 49-65.

Andro, A. et Lesclingand, M. (2016). Les mutilations génitales féminines. État des lieux et des connaissances. *Population*, 2, Vol. 71, 224 –311.

Andro, A., Lesclingand, M. et Pourette, D. (2010). Excision et cheminement vers la réparation : une prise en charge chirurgicale entre expérience personnelle et dynamiques familiales. *Sociétés contemporaines*, 77 (1), 139-161.

- Askew, I. (2005). Methodological issues in measuring the impact of interventions against female genital cutting. *Culture, Health & Sexuality*, 7 (5), 463-477.
- Bakayoko, I., Gbagbo, K. M. et Traoré, M. (2017). De l'excision au Nord et à l'Ouest de la Côte d'Ivoire. *European Scientific Journal*, Vol.13, N°11, 133-145.
- Bamba, M. (2005). Pratique de l'excision dans la commune de Treichville. Maîtrise de recherche. Mémoire. Université Félix Houphouët-Boigny. Côte d'Ivoire.
- Bardin, L. (1977). *L'Analyse de contenu*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bell, K. (2005). Genital cutting and western discourses on sexuality. *Medical Anthropology Quarterly*, 19 (2), 125-148.
- Berg-Rigmor, C. et Underland, V. (2013). The obstetric consequences of female genital mutilation/cutting: A systematic review and meta-analysis. *Obstetrics and Gynecology International*, 496-564.
- Berkowitz, AD (2004). Un aperçu de l'approche des normes sociales. Dans : Lederman, L. et Stewart, L. Eds., *Changer la culture de la consommation d'alcool à l'université*, Hampton Press, Cresskill, 193-214.
- Bobin, F. (2000). Histoire africaine et acculturation. Les transpositions de modèles associatifs ruraux en ville (Burkina Faso), Dans *Hypothèses*, /1 (3), 159-167.
- Champagne, S. (1990). Pratiques associatives féminines de la ville de Ouagadougou et du milieu péri-urbain, Québec, 1990, p. 14, (Notes et travaux n°20).
- Chéron, G. (1933). La circoncision et l'excision chez les Malinkés. *Journal de la société des Africanistes*, 3 (2), 297-303.
- Couchard, F. (2003). *L'excision*. Paris : Presses universitaires de France, Que sais-je ?
- Decraene, P. (1982). Mutations sociales. Dans *Vieille Afrique, jeunes nations*, 51-78.
- Dieleman, M. (2010). Excision et migration en Belgique francophone : Rapport de recherche de l'Observatoire du sida et des sexualités pour le GAMS Belgique. Bruxelles, GAMS Belgique.
- Erlich, M. (1986). *La femme blessée. Essai sur les mutilations sexuelles féminines*. Paris: L'Harmattan.
- Farina, P. et Ortensi, L. E. (2014). The mother to daughter transmission of female genital cutting in emigration as evidenced by Italian survey data. *Genus*, 70 (2-3), 111-137.
- Foldès, P. et Louis-Sylvestre, C. (2006). Résultats de la réparation chirurgicale du clitoris après mutilation sexuelle : 453 cas. *Gynécologie Obstétrique & Fertilité*, 34 (12), 1137-1141.
- Goerg, O. (2003). Construction de sociétés urbaines en Afrique. Dans *Le Mouvement Social* /3 (no°204), 3-16.
- Grawitz, M. (2001). *Méthodes des Sciences Sociales*. Paris : Dalloz 11ème éd.
- Herzberger-Fofana, P. (2015). *Les Mutilations Génitales Féminines (MGF)*. <http://www.arts.uwa.edu.au/AFLIT/MGF3.html>
- M'bokolo, E. (1992). Changement social et processus culturels en Afrique : tendances et perspectives. *The futures of cultures: the prospects for Africa and Latin America*, Paris, vol. II. p13.
- Mbow, P. (1999). Pénaliser un fait culturel : quelle solution à l'excision ? *Présence africaine*, 160 (2), p. 67-77.
- Ndiaye, P., Diongue, M., Faye, A., Ouédraogo, D. et Dia-Anta, T. (2010). Mutilation génitale féminine et complications de l'accouchement dans la province de Gourma (Burkina Faso). *Santé publique*, 22 (5), 563-570.
- Obermeyer, C. M. (2005). The consequences of female circumcision for health and sexuality: An update on the evidence. *Culture, Health & Sexuality*, 7 (5), 443-461.

OMS (2008). Éliminer les mutilations sexuelles féminines. Déclaration inter-institutions. New York : Nations Unies.

UN-Habitat (2012). Côte d'Ivoire : Profil Urbain de Treichville. Publié par le Programme des Nations unies pour les Etablissement Humains. Lièvre Georges/DR, <http://www.unhabitat.org>

UNICEF (2016). Female genital mutilation/cutting: A global concern. New York.

ONG Plan International- France (2022). Plan International est une ONG de solidarité internationale qui agit pour un monde juste qui fait progresser les droits des filles, et plus généralement des enfants, et l'égalité de genre.

ONU (2015). Objectifs du Millénaire pour le développement, Rapport 2015. New York : Nations Unies.

Recensement Général de la Population et de l'Habitat (2021). Ministère du plan et du développement. Résultats globaux définitifs. RGPH.

Reed, D. B. (2003). Dan Ge performance: masks and music in contemporary Côte d'Ivoire. Indiana University Press, Bloomington.

Shell-Duncan, B. (2008). From health to human rights: Female genital cutting and the politics of intervention. *American Anthropologist*, 110 (2), 225-236.

Sow, F. (1997). Mutilations sexuelles féminines et droits humains en Afrique. *Clio*, n°6, 5-7.

Touré, A. (1981). La civilisation quotidienne en Côte-d'Ivoire : procès d'occidentalisation, Paris.

Wade, L. (2012). Learning from "female genital mutilation": Lessons from 30 years of academic discourse. *Ethnicities*, 12 (1), 26-49.

**REVUE SCIENTIFIQUE
SOCIÉTÉS, ÉDUCATION, SANTÉ ET
PATHOLOGIES SOCIALES (SESPS)**

Revue Semestrielle

ISSN : 3006-3779 (en ligne)

N° 01 - Juin - 2024

Laboratoire d'Etudes et de Prévention en Psycho-Education

Ecole Normale Supérieure – Abidjan

www.leppe.org / infos@leppe.org